

- e) de aanvullende cursus multidisciplinaire choreografische workshop;
- f) de aanvullende cursus klassiek dansrepertoire, vrouwelijke variaties;
- g) de aanvullende cursus klassiek dansrepertoire, mannelijke variaties.

**Art. 11.** Voor de toepassing van artikel 10 moet het verzoek van de inrichtende macht vergezeld gaan van een dossier dat ten minste een beschrijving bevat van de leerinhoud voor het (de) beoogde studiejaar(ren). Het advies van de studieraad over de opening van de betreffende cursus moet vóór 5 juli 2024 per e-mail naar de administratie worden gestuurd.

**Art. 12.** Bij wijze van overgangsmaatregel en volgens de bijgevoegde tabel blijven bepaalde cursusprogramma's die in 2023-2024 op scholen van kracht zijn, geldig tot het einde van het schooljaar 2025-2026.

**Art. 13.** Voor de cursussen bedoeld in artikel 10, indien de inrichtende macht op 30 juni van het jaar 2025 niet heeft laten weten dat zij zich aansluit bij een referentieprogramma dat intussen door de Regering zou aangenomen zijn, of indien zij op diezelfde datum geen ontwerpprogramma overeenkomstig artikel 8 heeft ingediend, wordt zij formeel aangemaand dit binnen zestig kalenderdagen te doen, op straffe van :

- een verlaging van de dotatie en van de bijbehorende werkingssubsidies;
- de betaling vanaf het volgende schooljaar van de wedde-subsidie voor de betrokken leerkracht, totdat er een door de regering goedgekeurd cursusprogramma is opgesteld.

**Art. 14.** Onverminderd de bepaling bedoeld in artikel 13, worden de programma's van de referentiecursus en de cursusprogramma's die vóór de inwerkingtreding van dit besluit werden goedgekeurd, geacht te zijn goedgekeurd en te zijn aangepast aan de doelstellingen en competenties bepaald in het besluit van 11 oktober 2023.

**Art. 15.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009 tot vaststelling van de regels ter goedkeuring van de programma's van de cursussen in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

**Art. 16.** Dit besluit treedt in werking op 26 augustus 2024.

**Art. 17.** De Minister van secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 maart 2024.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
Sport en Onderwijs voor sociale promotie,

P.-Y. JÉHOLET

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/003661]

### 5 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du 24 avril 2014 portant exécution du décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 20, tel que modifié ;

Vu le décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels, les articles 23, § 5, 26, alinéa 2, 27, alinéa 3, 29, alinéa 2, 32, § 2, 33, § 2, 41, alinéa 2, 72, § 4, 79, § 1<sup>er</sup>, 91, alinéa 2, 92, § 1<sup>er</sup>, 101, alinéa 2, modifiés par les décrets du 28 mars 2019 et du 21 mars 2024 ;

Vu le décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle, l'article 96, § 1<sup>er</sup>, modifié par les décrets du 25 juin 2020 et du 6 juillet 2023 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 2014 portant exécution du décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels ;

Vu le test genre réalisé en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 janvier 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1<sup>er</sup> février 2024 ;

Vu l'avis de la Chambre de concertation de l'Action culturelle et territoriale, rendu le 7 mars 2023 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'Etat dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 25 mars 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'Etat sous le numéro 75.974/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 26 mars 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la ministre de la Culture,

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions modificatives

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 2014 portant exécution du décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels, aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, les mots « Commission des centres culturels » sont à chaque fois remplacés par les mots « Commission d'avis ».

**Art. 2.** Dans l'article 8 du même arrêté, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° joindre les engagements de la ou des collectivités locales associées pris en vertu de l'article 42 ; ».

**Art. 3.** Dans l'article 15, 2°, du même arrêté, les mots « l'instance consultative sectorielle compétente » sont remplacés par les mots « la commission d'avis sectorielle compétente ».

**Art. 4.** Dans l'article 22 du même arrêté, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° la durée de la période probatoire de deux ans sans possibilité de renouvellement ; ».

**Art. 5.** Dans l'article 23 du même arrêté, aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, les mots « Commission des centres culturels » sont à chaque fois remplacés par les mots « Commission d'avis ».

**Art. 6.** Dans l'article 27, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « Commission des centres culturels » sont remplacés par les mots « Commission d'avis ».

Au § 2 du même article, les mots « Commission des centres culturels » sont remplacés par les mots « Commission d'avis ».

**Art. 7.** L'article 29 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 29. Les recours visés aux articles 23, § 5, 43 et 48 du décret s'exercent aux conditions et selon les modalités prévues à l'article 96 du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle. ».

**Art. 8.** L'article 30 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 30. Lorsque le dossier est renvoyé devant la Commission d'avis, cette dernière et l'Inspection disposent d'un délai de quarante-cinq jours à dater de l'avis de la Chambre de recours pour rendre respectivement un nouvel avis et un nouveau rapport.

L'Administration soumet sans délai au Ministre une proposition accompagnée de l'avis de la Chambre de recours et, le cas échéant, de l'avis de la Commission et du rapport de l'Inspection.

Le Ministre dispose d'un délai de quinze jours à dater de l'avis de la Chambre de recours ou, le cas échéant, du nouvel avis de la Commission pour prendre sa décision.

L'Administration notifie la décision à l'opérateur dans les dix jours de la décision du Ministre. ».

**Art. 9.** L'article 41 du même arrêté est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« A cet effet, les collectivités publiques associées établissent annuellement un décompte des contributions, financières et sous forme de services, accordées au centre culturel au cours de l'année écoulée. Ce décompte est joint aux justificatifs visés à l'article 62 du décret.

Une contribution ne peut être prise en compte que si elle contribue effectivement à améliorer les conditions de réalisation du projet d'action culturelle du centre culturel.

Les contributions qui font partie de contrats globaux conclus par la collectivité publique associée sont comptabilisées à concurrence de la part affectée réellement et exclusivement au centre culturel. »

**Art. 10.** L'article 42 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 42. Lors de la conclusion du contrat-programme, sont prises en compte et inscrites audit contrat les contributions structurelles et récurrentes suivantes:

1° les subventions structurelles et récurrentes octroyées directement par la ou les collectivités publiques associées au centre culturel ;

2° la prise en charge par la ou les collectivités publiques associées, au bénéfice du centre culturel, des dépenses structurelles et récurrentes suivantes :

a) les charges d'emprunts, loyers versés à un tiers propriétaire, les amortissements d'investissements en travaux et équipements, les charges d'entretien, les primes d'assurances et les coûts de fourniture d'énergie du bâtiment mis à disposition du centre culturel, à concurrence de l'espace et de la durée d'utilisation de ce dernier ;

b) le coût salarial du personnel mis à disposition du centre culturel, à concurrence du temps de travail effectivement mis à disposition et sur production d'une convention prévoyant une délégation de l'autorité vers la direction du centre culturel ;

c) le coût des fournitures courantes utiles ou nécessaires aux activités du centre culturel, en ce compris les frais de papeterie, d'imprimerie et de reprographie, les frais postaux et de messagerie, ainsi que les frais réels de carburant ;

d) les contrats de prestations de services relatifs à des dépenses courantes utiles ou nécessaires aux activités du centre culturel, en ce compris les prestations du conseiller en prévention, d'organismes agréés de contrôle de conformité, de la médecine du travail et de secrétariat social, les contrats de leasing de véhicule ou de matériel, ainsi que les contrats d'assurances légalement à charge du locataire ou liés à l'activité du centre culturel ;

3° les services structurels et récurrents suivants, fournis directement par la ou les collectivités publiques associées au bénéfice du centre culturel :

a) les services prestés par le personnel ouvrier ou administratif de la collectivité publique associée, sur base du salaire horaire des différentes fonctions ainsi que des frais de déplacement;

b) la mise à disposition de matériel appartenant à la collectivité publique associée, à concurrence du tarif facturé par la collectivité publique à des tiers usagers ;

c) les prestations de vacataires ;

d) les formations mises en place par les collectivités associées à destination des équipes des centres culturels. ».

**Art. 11.** L'article 43 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 43. Par dérogation, lorsque des circonstances exceptionnelles empêchent une collectivité associée de respecter l'intégralité des engagements inscrits dans le contrat programme en vertu de l'article 42, cette dernière peut à titre accessoire valoriser les contributions ponctuelles suivantes :

1° les subventions ponctuelles à des projets intégrés au programme du centre culturel et co-construits avec ce dernier ;

2° la prise en charge de cachets artistiques pour des projets intégrés au programme du centre culturel et co-construits avec ce dernier ;

3° la mise à disposition ponctuelle de locaux supplémentaires ;

4° les services ponctuels relevant des catégories visées à l'article 42, 3°. ».

**Art. 12.** Dans l'article 45, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° la description de la mission confiée, conformément à l'article 100 du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle ; ».

**Art. 13.** Dans l'article 46, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, le mot « directeur » est remplacé par le mot « direction ».

Au § 2 du même article, le mot « directeur » est remplacé par le mot « direction ».

**Art. 14.** Dans l'article 52 du même arrêté, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Commission des centres culturels » sont remplacés par les mots « Commission d'avis » ;

2° les mots « l'instance sectorielle compétente » sont remplacés par les mots « la commission d'avis sectorielle compétente ».

**Art. 15.** Dans l'article 56, § 2, du même arrêté, les mots « au centre culturel » sont remplacés par les mots « à l'organisation représentative ».

**Art. 16.** Dans l'article 57 du même arrêté, aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, les mots « Commission des centres culturels » sont à chaque fois remplacés par les mots « Commission d'avis ».

**Art. 17.** Dans l'article 61 du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Le centre culturel porteur de la coopération ou l'organisation représentative dispose, à l'encontre des décisions visées aux articles 52, 57, 59 et 60, d'un droit de recours à exercer aux conditions et selon les modalités prévues à l'article 96 du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle. ».

**Art. 18.** Dans le même arrêté, l'article 63 est abrogé.

#### CHAPITRE 2. — Dispositions finales

**Art. 19.** La présent arrêté entre en vigueur le 6 avril 2024.

Les modifications apportées par les articles 9 à 11 s'appliquent aux contrats-programmes en cours et à venir à compter de l'année budgétaire 2024.

Le décompte annuel visé à l'article 9 doit être transmis pour la première fois pour le 30 juin 2025.

**Art. 20.** Le Ministre qui a les centres culturels dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 avril 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président, en charge des Relations Internationales,  
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes,

B. LINARD

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/003661]

#### 5 APRIL 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 24 april 2014 tot uitvoering van het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, artikel 20, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra, de artikelen 23, § 5, 26, tweede lid, 27, derde lid, 29, tweede lid, 32, § 2, 33, § 2, 41, tweede lid, 72, § 4, 79, § 1, 91, tweede lid, 92, § 1, 101, tweede lid, gewijzigd bij de decreten van 28 maart 2019 en van 21 maart 2024 ;

Gelet op het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerkader inzake cultuur, artikel 96, § 1, gewijzigd bij de decreten van 25 juni 2020 en 6 juli 2023;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 april 2014 tot uitvoering van het decreet van 21 november 2013 betreffende het nieuwe beheerkader inzake cultuur ;

Gelet op de « gendertest » uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 januari 2024;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 1 februari 2024;

Gelet op het advies van de Overlegkamer voor culturele en territoriale actie, gegeven op 7 maart 2023;

Gelet op de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanvraag om advies op 25 maart 2024 ingeschreven werd in de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.974/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 26 maart 2024 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur,

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingsbepalingen*

**Artikel 1.** In artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 april 2014 tot uitvoering van het decreet van 21 november 2013 betreffende het nieuwe beheerkader inzake cultuur, in het eerste en tweede lid, worden de woorden "Commissie voor de culturele centra" telkens vervangen door het woord "Adviescommissie".

**Art. 2.** In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt 4° vervangen als volgt :

« 4° de verbintenissen van het (de) geassocieerde lokale bestuur(en) bijvoegen overeenkomstig artikel 42 ; ».

**Art. 3.** In artikel 15, 2° van hetzelfde besluit worden de woorden "de bevoegde sectorale adviesinstantie" vervangen door de woorden "de bevoegde sectorale adviescommissie".

**Art. 4.** In artikel 22 van hetzelfde besluit wordt 1° vervangen als volgt :

« 1° de duur van de proefperiode van twee jaar zonder de mogelijkheid om deze te hernieuwen; ».

**Art. 5.** In artikel 23 van hetzelfde besluit, in het eerste en tweede lid, worden de woorden « Commissie voor de culturele centra » telkens vervangen door het woord « Adviescommissie ».

**Art. 6.** In artikel 27, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « Commissie voor de culturele centra » vervangen door het woord « Adviescommissie ».

In § 2 van hetzelfde artikel worden de woorden « Commissie voor de culturele centra » vervangen door het woord « Adviescommissie ».

**Art. 7.** Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 29. De beroepen bedoeld in de artikelen 23, § 5, 43 en 48 van het decreet worden uitgeoefend onder de voorwaarden en volgens de nadere regels voorzien in artikel 96 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerkader inzake cultuur. ».

**Art. 8.** Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 30. Wanneer het dossier voor de Adviescommissie wordt terugverwezen, hebben deze Commissie en de Inspectie vijftien dagen vanaf de datum van het advies van de Kamer van Beroep om respectievelijk een nieuw advies en een nieuw verslag te geven.

De Administratie dient onverwijld een voorstel in bij de minister, samen met het advies van de Kamer van Beroep en, in voorkomend geval, het advies van de Commissie en het verslag van de Inspectie.

De minister beschikt over een termijn van vijftien dagen vanaf de datum van het advies van de Kamer van beroep of, in voorkomend geval, van het nieuwe advies van de Commissie om zijn beslissing te nemen.

De Administratie brengt de operator op de hoogte van de beslissing binnen tien dagen na de beslissing van de minister. ».

**Art. 9.** Artikel 41 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met drie leden, luidend als volgt :

"Daartoe stellen de geassocieerde overheidsbesturen jaarlijks een afrekening op van de bijdragen, financieel en in de vorm van diensten, die tijdens het afgelopen jaar aan het cultureel centrum worden toegekend. Deze afrekening wordt gevoegd bij de bewijsstukken bedoeld in artikel 62 van het decreet.

Een bijdrage kan alleen in aanmerking worden genomen als deze daadwerkelijk bijdraagt aan het verbeteren van de voorwaarden voor de uitvoering van het culturele actieproject van het cultureel centrum.

Bijdragen die deel uitmaken van de globale overeenkomsten afgesloten door het geassocieerde overheidsbestuur worden meegerekend tot het deel dat daadwerkelijk en uitsluitend aan het cultuurcentrum wordt toegewezen. »

**Art. 10.** Artikel 42 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 42. Bij het afsluiten van de programmaovereenkomst worden in aanmerking genomen en opgenomen in de betrokken overeenkomst de volgende structurele en niet-eenmalige bijdragen :

1° de structurele en niet-eenmalige subsidies die rechtstreeks toegekend worden door het (de) geassocieerde overheidsbestuur(en) aan het cultureel centrum;

2° de tenlasteneming door het (de) geassocieerd(e) overheidsbestuur(en), ten gunste van het cultureel centrum, van de volgende structurele en niet-eenmalige uitgaven :

a) de leningskosten, huurgelden betaald aan een derde eigenaar, de afschrijvingen op investeringen in werken, en uitrusting, de onderhoudskosten, de verzekeringspremies en kosten voor de energievoorziening van het gebouw dat ter beschikking gesteld wordt van het cultureel centrum, naar rata van de ruimte en de duur van het gebruik van deze laatste;

b) de loonkosten van het personeel dat ter beschikking wordt gesteld van het cultureel centrum, naar rata van de werktijd die effectief ter beschikking wordt gesteld en op voorlegging van een overeenkomst die voorziet in een delegatie van de overheid naar de directie van het cultureel centrum;

c) de kosten van de gewone benodigdheden die nuttig of noodzakelijk zijn voor de activiteiten van het cultureel centrum, met inbegrip van de kosten van papierfabricage, drukkerij en reprografie, de post- en boodschapskosten, alsook de werkelijke kosten van brandstof;

d) de overeenkomsten van de prestaties van diensten betreffende de lopende uitgaven die nuttig of noodzakelijk zijn voor de activiteiten van het cultureel centrum, met inbegrip van de prestaties van de preventieadviseur, van erkende instellingen voor de controle op de gelijkvorming, de arbeidsgeneeskunde en het sociaal secretariaat, de leasingovereenkomsten van het voertuig of het materieel, alsook de verzekeringsovereenkomsten die wettelijk ten laste vallen van de huurder of die gebonden zijn aan de activiteit van het cultureel centrum ;

3° de structurele en niet-eenmalige subsidies die rechtstreeks toegekend worden door het (de) geassocieerde overheidsbestuur(en) aan het cultureel centrum;

a) de diensten verleend door het werklieden- en bestuurspersoneel van het geassocieerde overheidsbestuur, op basis van het uurloon van de verschillende ambten alsook van de vervoerkosten;

b) de terbeschikkingstelling van het materieel dat tot het geassocieerde overheidsbestuur behoort, naar rata van het tarief gefactureerd door het overheidsbestuur aan derde gebruikers;

c) de prestaties van het hulppersoneel;

d) de opleidingen ingevoerd door de geassocieerde besturen voor teams van culturele centra. ».

**Art. 11.** Artikel 43 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 43. In afwijking hiervan, wanneer uitzonderlijke omstandigheden een geassocieerd bestuur ervan weerhouden alle verbintenissen die opgenomen zijn in de programmaovereenkomst krachtens artikel 42 na te leven, kan laatstgenoemde in ondergeschikte orde de volgende punctuele bijdragen waarderen :

1° de punctuele subsidies voor projecten die geïntegreerd zijn in het programma van het cultureel centrum en samen met dit laatste zijn gerealiseerd.

2° de tenlasteneming van artistieke lonen voor projecten die zijn geïntegreerd in het programma van het cultureel centrum en samen met dit laatste zijn gerealiseerd;

3° de punctuele terbeschikkingstelling van extra lokalen ;

4° de gerichte diensten die tot de categorieën bedoeld in artikel 42, 3° behoren. ».

**Art. 12.** In artikel 45, § 1, van hetzelfde besluit wordt 1° vervangen als volgt :

« 1° de beschrijving van de opdracht toevertrouwd overeenkomstig artikel 100 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerkader inzake cultuur ; ».

**Art. 13.** In artikel 46, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « de directeur » vervangen door de woorden « de directie ».

In § 2 van hetzelfde artikel wordt het woord « directeur » vervangen door het woord « directie » .

**Art. 14.** In artikel 52 van hetzelfde besluit, in het eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Commissie voor de culturele centra » worden vervangen door het woord « Adviescommissie ».

2° de woorden "de bevoegde sectorale adviesinstantie" worden vervangen door de woorden "de bevoegde sectorale adviescommissie".

**Art. 15.** In artikel 56, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « aan het cultureel centrum » vervangen door de woorden « aan de representatieve organisatie ».

**Art. 16.** In artikel 57 van hetzelfde besluit, in het eerste en tweede lid, worden de woorden « Commissie voor de culturele centra » telkens vervangen door het woord « Adviescommissie ».

**Art. 17.** In artikel 61 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"Het cultureel centrum met het oog op de samenwerking of de representatieve organisatie hebben, tegen de beslissingen bedoeld in de artikelen 52, 57, 59 en 60, een recht van beroep dat moet worden uitgeoefend onder de voorwaarden en volgens de nadere regels bepaald in artikel 96 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerkader inzake cultuur. ».

**Art. 18.** In hetzelfde besluit wordt artikel 63 opgeheven.

## HOOFDSTUK 2. — *Slotbepalingen*

**Art. 19.** Dit besluit treedt in werking op 6 april 2024.

De wijzigingen uit de artikelen 9 tot 11 zijn van toepassing op lopende en toekomstige programmaovereenkomsten vanaf het begrotingsjaar 2024.

Het jaarlijkse afrekening bedoeld in artikel 9 moet voor de eerste keer tegen 30 juni 2025 ingediend worden.

**Art. 20.** De Minister die bevoegd is voor de culturele centra, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 april 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD